

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE

LILLE, le 16/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RLST ELIS

68 rue Principale
59510 Forest-sur-Marque

Références :

- arrêtés préfectoraux complémentaires des 04/03/2011, du 27/07/2015 et 05/05/2017
- inspection_2022

Code AIOT : 0007002824

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2022 dans l'établissement RLST ELIS implanté 68, rue Principale 59510 Forest-sur-Marque. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RLST ELIS
- 68, rue Principale 59510 Forest-sur-Marque
- Code AIOT : 0007002824
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Des activités de blanchisserie industrielle ont été exploitées sur le site de Forest sur Marque dès 1906. Des activités de teinturerie et de nettoyage à sec ont par ailleurs été exploitées sur le site à partir de 1958.

La société RLST a racheté en 1993 une partie du site exploité alors par la société MASQUELIER pour reprendre l'exploitation de l'activité blanchisserie.

L'activité de nettoyage à sec a été arrêtée dès la première année du changement d'exploitant. L'autre partie du site a été cédée à la société SOCATEX.

Les bâtiments dataient de 1952 avec des aménagements effectués en 1959, et occupaient une surface couverte de 1 640 m² sur une parcelle de 3 000 m².

Les principales activités exercées étaient :

- le déroulage et cerclage des bobines ;
- le lavage et l'essorage des bobines et tapis ;
- la teinture des bobines ;
- le nettoyage à sec (NAS), jusqu'en 1993.

Le site exploité par la société RLST relevait de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement sous le régime de l'autorisation.

Les activités ont cessé progressivement à partir de 2004, pour cesser définitivement début 2006.

L'exploitant a notifié à M. le préfet du Nord la cessation d'activité le 5 février 2007.

Dans les faits, les opérations de démantèlement avaient débuté dès début 2006.

En matière de mise à l'arrêt définitif et de remise en état du site, l'exploitant est contraint par :

- les articles R.512-39-1 et suivants du Code de l'environnement,
- les arrêtés préfectoraux du 15 décembre 2008, du 04 mars 2011, du 27 juillet 2015 et du 05 mai 2017 qui lui imposent des prescriptions complémentaires pour la remise en état de son site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- remise en état

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	AP 15/03/2011	AP Complémentaire du 15/03/2011, article Tous	/	Sans objet
2	AP 27/07/2015	AP Complémentaire du 15/11/2015, article Tous	/	Sans objet
3	AP 05/05/2017	AP Complémentaire du 05/05/2017, article Tous	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Par son rapport du 25/06/2022, l'inspection de l'environnement a fait une synthèse des investigations et mesures de remise en état réalisées par la société RLST pour le site qu'elle a exploité à Forest-sur-Marque.

Ce rapport concluait à la nécessité de prendre un arrêté préfectoral complémentaire en vue de poursuivre les investigations. Les mesures complémentaires alors proposées concernaient :

- la réalisation d'un plan de gestion de la pollution en chlorure de vinyle présente dans les eaux souterraines au droit du site ;
- la mise à jour de l'analyse des risques résiduels pour les usages du site ;
- la réalisation d'une interprétation de l'état des milieux prenant en compte les usages hors site, y compris ceux de la nappe de la craie.

Lors de la procédure de contradictoire menée par la préfecture du Nord sur le projet d'arrêté, l'exploitant a émis des observations adressées au préfet du Nord par courrier du 08/07/2022.

Il précise que :

- ce site a fait l'objet de travaux de remise en état des sols et de la nappe entre 2012 et 2019 conformément à l'arrêté préfectoral du 27/07/2015 et d'une surveillance semestrielle de la qualité des eaux de la nappe souterraine conformément à l'arrêté préfectoral du 04/03/2011 ;
- l'ensemble des opérations et études mises en œuvre depuis 2012 ont été réalisées suivant une démarche itérative avec un suivi régulier.

Il prend note des demandes de l'inspection formulées à travers son rapport à savoir :

- la mise en œuvre de mesures de réhabilitation complémentaires de la nappe alluviale au vu des concentrations résiduelles en chlorure de vinyle notamment ;
- une éventuelle adaptation du réseau de suivi de la qualité de la nappe alluviale de la craie ainsi que le maintien des piézomètres qui pourraient s'avérer utiles au suivi de l'efficacité des mesures de réhabilitation complémentaires ;
- à la réalisation d'une Interprétation de l'État des Milieux (IEM) hors site prenant en compte les usages constatés dans la nappe de la craie.

Il souhaite cependant une reformulation de certains termes du projet d'arrêté et de l'échéancier de remise des études demandées.

Une visite sur site a eu lieu le 07/11/2022. Elle a permis :

- de faire le point sur les mesures prises en réponse aux divers arrêtés préfectoraux pris et notamment les arrêtés des 04/03/2011, 27/07/2015 et 05/05/2017. L'inspection a demandé un examen article par article du respect des dispositions de ces arrêtés. Les annexes 1, 2 et 3 au présent rapport reprennent cette synthèse et permettent de constater le respect de ces arrêtés ;
- de faire le point sur l'état du réseau piézométrique en place. Il est constaté que les ouvrages de prélèvement sont en bon état et correctement protégés.

L'exploitant a par ailleurs communiqué :

- les résultats des dernières campagnes de surveillance piézométrique ;
- un rapport d'investigations complémentaires des gaz de sol et la mise à jour de l'Analyse de Risques Résiduels (ARR) référencé numéro du projet 60693398 – LIL-RAP- 23-02829B en date du 02 mai 2023.

Les calculs de risques sanitaires présentés dans l'ARR de 2021 ont été repris pour les usages

constatés en aval hydraulique (usage résidentiel) sur la base de campagnes de prélèvement des gaz de sol réalisées en septembre et décembre 2022.

L'objectif de cette étude a été de vérifier que les évolutions de concentrations dans la nappe alluviale ne remettent pas en cause les conclusions de l'ARR.

De nouveaux prélèvements de gaz du sol au droit du piézair Pzair4, situé en limite aval du site ont été réalisés. Les paramètres mesurés sont les mêmes composés qu'en 2021, à savoir les COHV, les BTEX et le naphthalène.

Les résultats d'analyse obtenus au droit de PzAir4 en septembre et décembre 2022 indiquent la présence dans les gaz du sol de PCE et, dans une moindre mesure, de TCE, les autres composés étant détectés en concentrations traces (BTEX). Les teneurs mesurées dans les gaz de sol en septembre et décembre 2022 restent globalement comparables à celles obtenues lors des campagnes conduites en juillet et août 2019.

L'ARR de fin de travaux de 2021 a été mise à jour sur la base des concentrations obtenues dans les gaz du sol en 2022, via la réalisation de calculs de risques pour l'exposition des résidents situés en aval hydraulique du site par inhalation potentielle de vapeurs à l'intérieur d'un bâtiment de plain-pied (Scénario 3).

Les calculs de risques par inhalation de vapeurs en intérieur ont été réalisés à partir des concentrations maximales rencontrées dans les gaz du sol en septembre et décembre 2022 au droit de Pzair4.

Le rapport conclut que

- les niveaux de risques calculés sont inférieurs aux valeurs de référence à la fois pour les effets à seuil et les effets sans seuil ;
- les résultats obtenus en 2022 dans les gaz du sol ne sont pas de nature à remettre en cause les conclusions de l'ARR réalisée dans le cadre du rapport de fin de travaux de réhabilitation de la nappe alluviale de 2021.

Compte tenu de ces éléments, l'inspection de l'environnement propose de modifier les termes du projet d'arrêté préfectoral de son rapport du 25/06/2022, en prenant en compte les observations de l'exploitant et en ajoutant la nécessité de faire un point précis sur les ouvrages de prélèvement en place.

Le projet d'arrêté modifié a été soumis pour avis à l'exploitant par courriel du 02/11/2023.

L'exploitant a formulé des observations sur cette première version du projet d'arrêté par courriel du 08/11/2023 et d'autres observations le 13/11/2023 sur la seconde version du projet d'arrêté.

Le projet d'arrêté a été ajusté en prenant en considération les observations recevables.

L'exploitant souhaitait :

- l'abrogation des arrêtés préfectoraux complémentaires des 04/03/2011, du 27/07/2015 et 05/05/2017 pris lors des différentes étapes de la remise en état du site et de son suivi post exploitation : ces arrêtés n'ont pas à être abrogés, RLST s'y est conformé. L'inspection joint au présent rapport la synthèse montrant le respect des dispositions de ces arrêtés. Le projet d'arrêté ici proposé est dans la continuité de la démarche de remise en état du site ;
- supprimer l'article proposant la remise du cahier des charges suites aux investigations complémentaires demandées. L'idée d'intégrer la demande du cahier des charges de suite est d'éviter de devoir prendre un nouvel arrêté à l'issue des investigations. Soit les investigations montrent qu'il n'y a rien à faire et il n'y a pas de suites à envisager, soit les investigations montrent que des travaux sont nécessaires (ce qui est fortement probable), dans ce cas, l'APC fixe les étapes suivantes. L'inspection a ajusté les délais associés. Ces

délais paraissent tout à fait compatibles en termes de faisabilité. La demande de mise à jour de l'Analyse des Risques Résiduels (ARR) est également maintenue.

- ajouter un article cadrant les modalités de la surveillance piézométrique. L'article a été ajouté.
- ajuster les délais de remise du plan de gestion, du cahier des charges, de la mise en œuvre des travaux et de la remise du rapport de fin de travaux.

Il est proposé à M. le préfet du Nord de prendre cet arrêté en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement.

Le projet d'arrêté établi en ce sens est joint en annexe 4 au présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : AP 15/03/2011

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/03/2011, article Tous
Thème(s) : Risques chroniques, 1er AP de remise en état
Prescription contrôlée : Toutes les prescriptions de l'AP : voir synthèse en annexe 1
Constats : voir synthèse en annexe 1
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : AP 27/07/2015

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/11/2015, article Tous
Thème(s) : Risques chroniques, 2ème AP de remise en état
Prescription contrôlée : Toutes : voir synthèse en annexe 2
Constats : voir synthèse en annexe 2
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : AP 05/05/2017

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/05/2017, article Tous
Thème(s) : Risques chroniques, 3ème AP de remise en état
Prescription contrôlée : Toutes : voir synthèse en annexe 3
Constats : voir synthèse en annexe 3
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Arrêté Préfectoral du 15/03/2011 imposant à la société RLST ELIS FOREST des prescriptions complémentaires pour la remise en état de son site implanté à FOREST-SUR-MARQUE

Mise à jour : 21/04/2023

Prescription	Etat d'avancement : réalisé / non réalisé / en cours	Commentaires
Article 1 : Objet		
[...] Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent au terrain d'assiette de l'installation autorisée ainsi qu'aux terrains extérieurs éventuellement affectés par une pollution en provenance de celui-ci	-	
Article 2 : Dossier de suivi		
L'exploitant constitue un dossier spécifique contenant l'ensemble des pièces justificatives des travaux demandés par le présent arrêté. Le dossier est à la disposition de l'inspection des installations classées. Par ailleurs, l'exploitant adresse une copie du dossier de suivi à l'inspection des IC à tout moment, sur simple demande de celle-ci.	Réalisé	Dossier disponible lors des travaux --> inclus dans rapports fin de travaux sols et nappe souterraines
Article 3 : Obturation des ouvrages en profondeur		
L'exploitant fait procéder aux rebouchages dans les règles de l'art en vigueur par une société compétente des forages et piézomètres qui ne seront pas utilisés dans le cadre des réseaux de surveillance piézométrique.	Réalisé	
L'exploitant justifie des rebouchages des piézomètres non utilisés et des forages présents sur le site par l'archivage dans le dossier de suivi prévu à l'article 2 du présent arrêté des certificats de rebouchage fournis par la société dans le mois suivant les rebouchages.	Réalisé	Rapport URS "Débouchage, inspection et rebouchage du puits à la Craie - condamnation des piézomètres MW1, MW5 et MW8" du 13 septembre 2010.
Les rebouchages doivent avoir lieu avant les travaux mentionnés à l'article 4 du présent arrêté.	Réalisé	
Article 10 : Délais Fin des travaux de rebouchage : au plus tard 1 mois après notification de l'AP, soit le 15 avril 2011.	Réalisé	
Article 4 : Traitement des sols		
Article 10 : Délais Début des travaux : 8 mois après notification de l'AP, soit le 15 novembre 2011.	Réalisé	Travaux des sols réalisés en 2012/2013
Article 10 : Délais Fin des travaux : 24 mois après notification de l'AP, soit le 16 mars 2013.	Réalisé	Travaux des sols réalisés en 2012/2013
Article 4.1 : Dispositions générales		
Sur la base des stratégies dans les études susvisées, l'exploitant traite les sources sols de pollution définies dans lesdites études et situées au droit de la zone des anciennes cuves à fuel et de l'ancien atelier de nettoyage à sec. Les cuves et réservoirs enterrés doivent être excavés.	Réalisé	
A la fin des opérations de traitement, l'exploitant réalise des prélèvements en quantité suffisante pour caractériser la pollution résiduelle des sols.	Réalisé	
Dans le délai de 3 mois suivant la fin des travaux de traitement, l'exploitant complète le dossier de suivi prévu à l'article 2 de l'ensemble des résultats d'analyse permettant de justifier la fin des opérations de traitement notamment au regard de l'objectif de suppression de la migration des polluants. Les concentrations résiduelles doivent être telles que les migrations horizontales et verticales des polluants des terres notamment vers la nappe alluviale soient supprimées.	Réalisé	Rapport URS du 10 novembre 2014 "Rapport de fin des travaux de réhabilitation des sols - Ancien site RLST - Forest-sur-Marque (59)"
Les seuils résiduels mesurés sont également à justifier par l'exploitant sur la base de l'usage futur choisi et de l'analyse des risques résiduels prévue à l'article 5.	Réalisé	
Article 4.2 : Arrêt du traitement et devenir des terres		
Une fois que les objectifs de traitement définis à l'article 4.1 sont atteints, l'exploitant met fin au traitement et complète le dossier de suivi prévu à l'article 2 des documents permettant de justifier cet arrêt (analyses de fin de traitement, méthodes d'échantillonnage, de prélèvement et d'analyse, interprétations et conclusions finales, ...)	Réalisé	
A défaut de l'atteinte des objectifs de réhabilitation préalablement fixés, lorsque les conditions asymptomatiques des concentrations résiduelles des polluants HCT (C4-C10), BTX, COHV totaux dont Perchloroéthylène et Trichloroéthylène, sont atteintes, l'exploitant justifie la situation et arrête le traitement après information de l'inspection des IC. L'analyse des risques résiduels demandée à l'article suivant est alors mise à jour avec les concentrations résiduelles atteintes, si ces dernières sont plus élevées que celles prises pour la dernière analyse des risques résiduelles.	Réalisé	Rapport URS du 10 novembre 2014 "Rapport de fin des travaux de réhabilitation des sols - Ancien site RLST - Forest-sur-Marque (59)"
L'exploitant justifie du choix de la filière d'utilisation des terres traitées et de la traçabilité. Ces justifications sont mentionnées dans le dossier de suivi prévu à l'article 2.	Réalisé	
Article 4.3 : Filière de traitement des terres excavées		
Prescriptions applicables dans le cas où des terres polluées des zones décrites à l'article 4.1 sont excavées :		
Ancienne zone des cuves polluées aux Hydrocarbures : les terres excavées pourront être traitées sur site en mélange aux terres polluées aux COHV ou éliminées dans une filière dument autorisée. En cas d'une élimination en filière autorisée, l'exploitant complète le dossier de suivi prévu à l'article 2 avec les BSD dans le mois suivant la réception des bordereaux.	Réalisé	Rapport URS du 10 novembre 2014 "Rapport de fin des travaux de réhabilitation des sols - Ancien site RLST - Forest-sur-Marque (59)"
Au droit de l'ancien atelier de NAS : les terres excavées polluées aux COHV devront être traitées selon les modalités définies dans les études susvisées.	Réalisé	
Article 4.4 : Conception de biotierre		
Prescriptions applicables dans le cas où des terres polluées des zones décrites à l'article 4.1 sont excavées et traitées par biotierre :		
Le biotierre sera implanté sur site, dans des conditions telles qu'il ne présente pas de risque pour l'environnement et en limitant les risques de pollution accidentelle des eaux et du sol. A cet effet, le sol accueillant ce dernier sera étanche, il sera recouvert d'une couverture étanche et les lixiviats doivent être collectés.	Réalisé	
Les émissions de gaz issus du traitement du biotierre doivent être collectées et traitées avant rejet dans l'atmosphère.	Réalisé	Rapport URS du 10 novembre 2014 "Rapport de fin des travaux de réhabilitation des sols - Ancien site RLST - Forest-sur-Marque (59)"
Le biotierre est implanté dans une zone du site à l'écart des travaux d'aménagement de réhabilitation envisagés pour le site. Un accès libre au biotierre doit être garanti.	Réalisé	
Article 4.5 : Gestion des déchets de traitement		
Les déchets issus des traitements (in situ ou sur site) doivent être éliminés dans les filières dument autorisées.	Réalisé	
En cas de traitement par biotierre, les lixiviats issus du biotierre peuvent être réinjectés dans le biotierre durant la phase de traitement. Une fois le traitement achevé, les lixiviats éventuels doivent être éliminés dans une filière dument autorisée.	Réalisé	Rapport URS du 10 novembre 2014 "Rapport de fin des travaux de réhabilitation des sols - Ancien site RLST - Forest-sur-Marque (59)"
L'exploitant complète le dossier de suivi prévu à l'article 2 du présent arrêté des BSD complétés par le destinataire autorisé et le transporteur dans le mois suivant la réception des bordereaux.	Réalisé	
Article 5 : Analyse des risques résiduels		
A la fin des opérations prévues à l'article 4, l'exploitant mène une démarche d'analyse des risques résiduels conforme à la méthodologie élaborée par le Ministère de l'Environnement	Réalisé	
Cette démarche est menée selon un processus itératif : l'article 4 ne pourra être considéré comme pleinement exécuté que si l'analyse des risques résiduels montre des niveaux de risques acceptables pour les usagers du site et pour les eaux souterraines, compte tenu de l'usage futur du site et, le cas échéant, des restrictions d'usage instaurées en application de l'article 8.	Réalisé	
Dans le cas où l'exploitant prévoit l'emploi sur site des terres traitées du biotierre prévu par le présent arrêté, l'analyse des risques résiduels s'intègre.	Réalisé	Rapport URS du 10 novembre 2014 "Rapport de fin des travaux de réhabilitation des sols - Ancien site RLST - Forest-sur-Marque (59)"
L'analyse des risques résiduels finale est transmise à l'inspection des IC dans le délai mentionné à l'article 10.	Réalisé	
Article 10 : Délais Transmission de l'analyse des risques résiduels finale à l'inspection des IC : 3 mois après la fin des traitements des terres et de la nappe alluviale	Réalisé	
Article 6 : Surveillance des eaux souterraines		
Article 6.1 : Constitution des réseaux		
L'exploitant met en place des réseaux de surveillance de la qualité des eaux souterraines de la nappe alluviale et de la nappe de la craie.	Réalisé	

Arrêté Préfectoral Complémentaire du 27-07-2015 imposant à la société RLST ELIS FOREST des prescriptions complémentaires pour la remise en état de son site implanté à FOREST-SUR-MARQUE

Mise à jour : 21/04/2023

Prescription	Etat d'avancement : réalisé / non réalisé / en cours	Commentaires
Article 1 : Objet		
[...] Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent au terrain d'assiette de l'installation autorisée ainsi qu'aux terrains extérieurs éventuellement affectés par une pollution en provenance de celui-ci		
Article 2 : Poursuite du traitement de la nappe alluviale		
L'exploitant poursuit le traitement de dépollution de la nappe alluviale réalisé en application de l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 04 mars 2011 susvisé. L'exploitant met en oeuvre un suivi mensuel de la qualité de la nappe alluviale. Sans préjudice des obligations qui lui incombent au titre de l'arrêté préfectoral du 04 mars 2011 susvisé, l'exploitant transmet au préfet les résultats commentés du suivi mensuel de la qualité de la nappe alluviale à la demande de l'inspection des installations classées ou en cas d'anomalie ou de dérive observée dans la qualité de la nappe alluviale.	Réalisé	Rapport AECOM du 9 avril 2021 "Rapport de fin de travaux des eaux souterraines - Site RLST - Forest-sur-Marque (59)"
Article 3 : Confinement hydraulique des polluants en limite aval de site		
L'exploitant procède à un confinement hydraulique dans la nappe alluviale en limite aval de site, dans le respect des échéances suivantes : - installation du dispositif de confinement hydraulique : à l'échéance d'octobre 2015, - mise en oeuvre du confinement hydraulique : évaluation de la nécessité de mise en oeuvre du confinement au cours du traitement de dépollution de la nappe alluviale réalisé en application de l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 04 mars 2011 susvisé, et au regard des résultats de suivi mensuel de la nappe alluviale, - information de l'inspection des installations classées : au démarrage des installations de confinement	Réalisé	Installation du puits de confinement en mars 2016 et mise en fonctionnement de mai à décembre 2016 et de janvier 2017 à mars 2019
L'ensemble des pièces justificatives attestant de l'installation du dispositif de confinement et de la réalisation de ces travaux de confinement hydraulique est intégré au dossier de suivi prévu à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 04 mars 2011 susvisé	Réalisé	Rapport AECOM du 3 août 2017 "Etat d'avancement du traitement de la nappe alluviale - Juin 2017 - Site de Forest-sur-Marque (59) - ELIS / RLST"
Article 4 : Traitement localisé de la nappe alluviale		
En complément au traitement de dépollution de la nappe alluviale réalisé en application de l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 04 mars 2011 susvisé et au regard des résultats obtenus dans la nappe à l'échéance de Juin 2016, l'exploitant met en oeuvre le cas échéant un traitement complémentaire dans la nappe, dans le respect des échéances suivantes	Réalisé	Reprise des injections mensuelles de nutriments en février 2018 du fait d'une augmentation notable des concentrations en COHV au droit de l'ensemble du site
Evaluation de la nécessité de mise en oeuvre du traitement complémentaire : pour une décision au plus tard à l'échéance de juillet 2016	Réalisé	
Début de mise en oeuvre de la phase pilote de traitement localisé de la nappe : à l'échéance maximale d'août 2016	Non réalisé	Non réalisé suite à l'évolution des concentrations dans les différents ouvrages Articles à abroger dans le nouvel AP
Fin de mise en oeuvre de la phase pilote de traitement localisé de la nappe : à l'échéance maximale de décembre 2016	Non réalisé	
Début de la mise en oeuvre éventuelle du traitement complémentaire : à l'échéance maximale de décembre 2016	Non réalisé	
Fin de la mise en oeuvre éventuelle du traitement complémentaire : à l'échéance maximale de décembre 2017	Non réalisé	
L'ensemble des pièces justificatives attestant de l'installation du dispositif de confinement et de la réalisation de ces travaux de confinement hydraulique est intégré au dossier de suivi prévu à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 04 mars 2011 susvisé	Réalisé	Rapport AECOM du 13 février 2019 "Etat d'avancement du traitement de la nappe alluviale - Décembre 2018 - Site de Forest-sur-Marque (59) - ELIS / RLST"
Article 5 : Note sur les calculs de risques sanitaires hors site		
En application des articles 1er et 5 de l'arrêté préfectoral du 04 mars 2011 susvisé, l'exploitant transmet à M. le préfet une étude visant à démontrer que l'état des milieux en aval hydraulique du site est compatible avec les usages qui y sont observés. Cette étude intègre des résultats d'analyses des gaz du sol réalisées en hiver et en été.	Réalisé	Rapport URS du 19 novembre 2015 "Note sur les calculs de risques sanitaires hors site - Ancien site RLST - Forest-sur-Marque (59)"
Cette transmission est réalisée dans un délai qui n'excèdera pas quatre mois à compter de la notification du présent arrêté.	Réalisé	Rapport AECOM du 18 novembre 2016 "Evaluation préliminaire des risques pour la ressource en eau souterraine de la nappe de la craie - Ancien site RLST - Forest-sur-Marque (59)"
Cette étude est mise à jour à la fin du traitement de la nappe alluviale dans le respect de l'échéance fixée à l'article 6 du présent arrêté.	Réalisé	Rapport AECOM du 9 avril 2021 "Rapport de fin de travaux des eaux souterraines - Site RLST - Forest-sur-Marque (59)"
Article 6 : Echéancier de réhabilitation du site		
L'article 10 de l'arrêté préfectoral du 04 mars 2011 imposant à la société RLST ELIS des prescriptions complémentaires pour la remise en état de son site implanté à FOREST-SUR-MARQUE, est modifié comme suit :	-	
Fin des travaux de dépollution de la nappe alluviale : à l'échéance maximale du 31 décembre 2016 (ou dans le cas d'un nécessaire traitement complémentaire de finition : à l'échéance maximale du 31 décembre 2017)	Réalisé	Rapport AECOM du 9 avril 2021 "Rapport de fin de travaux des eaux souterraines - Site RLST - Forest-sur-Marque (59)"
Transmission de l'analyse des risques résiduels finale (cette analyse intégrant la situation hors-site sous la forme d'une interprétation de l'état des milieux) : dix mois après la fin travaux de dépollution de la nappe alluviale	Réalisé en partie	Rapport AECOM du 9 avril 2021 "Rapport de fin de travaux des eaux souterraines - Site RLST - Forest-sur-Marque (59)" Rapport AECOM du 28 mai 2018 "Investigations complémentaires de la nappe de la craie - Mars 2018" ARR présentée dans le rapport de travaux de la nappe alluviale Nappe de la craie non considérée compte-tenu des résultats des investigations réalisées hors site réalisées en 2017 et 2018 (installation de 6 piézomètres) Justifications dans la note technique AECOM relative au rapport de visite d'inspection du 27/06/2022 et au courrier d'examen du dossier SUP du 11/08/2022
Remise des propositions finales de restrictions d'usage : dans le même délai que la transmission de l'analyse des risques résiduels finale	Réalisé	Rapport AECOM du 9 avril 2021 "Dossier de demande d'institution de Servitudes d'Utilité Publique - Site RLST - Forest-sur-Marque (59)"
En outre, l'exploitant transmet à M. le préfet, à l'échéance maximale de juillet 2016, puis à une fréquence annuelle ou en cas d'anomalie ou de dérive observée dans l'efficacité du traitement mis en place, un rapport technique relatif à l'état d'avancement des travaux de dépollution de la nappe alluviale. Ce rapport conclut de façon étayée quant à l'opportunité de modifier le protocole de traitement de dépollution.	Réalisé	Transmission des rapports annuels de suivi en 2015, 2016, 2017, 2018 Inspections / réunions avec les services de la DREAL en avril 2015, février 2016, octobre 2016, mai 2017, juillet 2018, juillet 2020, septembre 2021

Arrêté Préfectoral Complémentaire du 05/05/2017 imposant à la société RLST ELIS FOREST des prescriptions complémentaires pour la remise en état de son site implanté à FOREST-SUR-MARQUE

Mise à jour : 21/04/2023

Prescription	Etat d'avancement : réalisé / non réalisé / en cours	Commentaires
Article 1 : Objet		
[...] Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent au terrain d'assiette de l'installation autorisée ainsi qu'aux terrains extérieurs éventuellement affectés par une pollution en provenance de celui-ci. Les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 juillet 2015 sont modifiées comme suit :	-	
Article 2 : Poursuite du traitement de la nappe alluviale		
L'exploitant poursuit le traitement de dépollution de la nappe alluviale réalisé en application de l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 04 mars 2011 susvisé. L'exploitant poursuit un suivi mensuel de la qualité de la nappe alluviale. Sans préjudice des obligations qui lui incombent au titre de l'arrêté préfectoral du 04 mars 2011 susvisé, l'exploitant transmet au préfet les résultats commentés du suivi mensuel de la qualité de la nappe alluviale à la demande de l'inspection des installations classées ou en cas d'anomalie ou de dérive observée dans la qualité de la nappe alluviale.	Réalisé	Rapport AECOM du 9 avril 2021 "Rapport de fin de travaux des eaux souterraines - Site RLST - Forest-sur-Marque (59)"
Article 3 : Confinement hydraulique des polluants en limite aval de site et suivi de la qualité des eaux pompées		
L'exploitant procède à un confinement hydraulique dans la nappe alluviale en limite aval de site. Le rejet au réseau d'assainissement public des eaux souterraines pompées dans le cadre du chantier de dépollution est autorisé après traitement approprié. Ce rejet est encadré par la convention de rejet signée par la Métropole Européenne de Lille (MEL). Les rejets respectent les valeurs limites suivantes : - Débit maximal autorisé : 70 m ³ /jour ; - pH compris entre 5,5 et 9,5 ; - température inférieure ou égale à 30°C ; - conductivité mesurée à 20°C inférieure à 10 000 µS/cm. - paramètres majeurs ; - micropolluants L'exploitant met en œuvre une autosurveillance de ses rejets aqueux afin de s'assurer du respect des valeurs précitées et de la convention passée avec le gestionnaire du réseau. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. Cette surveillance porte sur les paramètres : volume rejeté, température, pH, DBO ₅ , DCO, MES, azote Kjeldhal, phosphore total et micropolluants. Les résultats sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement. La surveillance des rejets est réalisée selon le fréquentiel suivant : - mensuel pour le volume rejeté, la DBO ₅ , la DCO, les MES, l'azote Kjeldhal (NTK), le phosphore total, la température et le pH ; - toutes les deux semaines : les micropolluants. Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les pompes et rejets.	Réalisé	Installation du puits de confinement en mars 2016 et mise en fonctionnement de mai à décembre 2016 et de janvier 2017 à mars 2019 L'ensemble des données sont dans les rapports annuels et dans le rapport de fin de travaux de la nappe souterraine. Rapport AECOM du 9 avril 2021 "Rapport de fin de travaux des eaux souterraines - Site RLST - Forest-sur-Marque (59)"
Article 4 : Traitement localisé de la nappe alluviale		
En complément au traitement de dépollution de la nappe alluviale réalisé en application de l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 04 mars 2011 susvisé et au regard des résultats obtenus dans la nappe à l'échéance de Juin 2016, l'exploitant met en œuvre le cas échéant un traitement complémentaire dans la nappe, dans le respect des échéances suivantes	Réalisé	Reprise des injections mensuelles de nutriments en février 2018 du fait d'une augmentation notable des concentrations en COHV au droit de l'ensemble du site
Début de mise en œuvre de la phase pilote de traitement localisé de la nappe : à l'échéance maximale de décembre 2016	Non réalisé	Non réalisé suite à l'évolution des concentrations dans les différents ouvrages Articles à abroger dans le nouvel AP
Fin de mise en œuvre de la phase pilote de traitement localisé de la nappe : à l'échéance maximale d'avril 2017	Non réalisé	
Début de la mise en œuvre éventuelle du traitement complémentaire : à l'échéance maximale de juillet 2017	Non réalisé	
Fin de la mise en œuvre éventuelle du traitement complémentaire : à l'échéance maximale de juillet 2018	Non réalisé	
L'ensemble des pièces justificatives attestant de l'installation du dispositif de confinement et de la réalisation de ces travaux de confinement hydraulique est intégré au dossier de suivi prévu à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 04 mars 2011 susvisé	Réalisé	Rapport AECOM du 13 février 2019 "Etat d'avancement du traitement de la nappe alluviale - Décembre 2018 - Site de Forest-sur-Marque (59) - ELIS / RLST"
Article 5 : Note sur les calculs de risques sanitaires hors site		
En application des articles 1er et 5 de l'arrêté préfectoral du 04 mars 2011 susvisé, l'exploitant transmet à M. le préfet une étude visant à démontrer que l'état des milieux en aval hydraulique du site est compatible avec les usages qui y sont observés. Cette étude intègre des résultats d'analyses des gaz du sol réalisées en hiver et en été de l'année 2015.	Réalisé	Rapport URS du 19 novembre 2015 "Note sur les calculs de risques sanitaires hors site - Ancien site RLST - Forest-sur-Marque (59)"
Cette transmission est réalisée dans un délai qui n'excèdera pas six mois à compter de la notification du présent arrêté.	Réalisé	Rapport AECOM du 18 novembre 2016 "Evaluation préliminaire des risques pour la ressource en eau souterraine de la nappe de la craie - Ancien site RLST - Forest-sur-Marque (59)"
Cette étude est mise à jour à la fin du traitement de la nappe alluviale dans le respect de l'échéance fixée à l'article 6 du présent arrêté.	Réalisé	Rapport AECOM du 9 avril 2021 "Rapport de fin de travaux des eaux souterraines - Site RLST - Forest-sur-Marque (59)"
Article 6 : Echancier de réhabilitation du site		
L'article 6 de l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2015 imposant à la société RLST ELIS des prescriptions complémentaires pour la remise en état de son site implanté à FOREST-SUR-MARQUE, est modifié comme suit :	-	
Fin des travaux de dépollution de la nappe alluviale : à l'échéance maximale du 31 juillet 2017 (ou dans le cas d'un nécessaire traitement complémentaire de finition pouvant inclure la poursuite du traitement bio-aérobie : à l'échéance maximale du 31 juillet 2018)	Réalisé	Rapport AECOM du 9 avril 2021 "Rapport de fin de travaux des eaux souterraines - Site RLST - Forest-sur-Marque (59)"
Transmission de l'analyse des risques résiduels finale (cette analyse intégrant la situation hors-site sous la forme d'une interprétation de l'état des milieux) : douze mois après la fin travaux de dépollution de la nappe alluviale	Réalisé en partie	Rapport AECOM du 9 avril 2021 "Rapport de fin de travaux des eaux souterraines - Site RLST - Forest-sur-Marque (59)" Rapport AECOM du 28 mai 2018 "Investigations complémentaires de la nappe de la craie - Mars 2018" ARR présentée dans le rapport de travaux de la nappe alluviale Nappe de la craie non considérée compte-tenu des résultats des investigations réalisées hors site réalisées en 2017 et 2018 (installation de 6 piézomètres) Justifications dans la note technique AECOM relative au rapport de visite d'inspection du 27/06/2022 et au courrier d'examen du dossier SUP du 11/08/2022
Remise des propositions finales de restrictions d'usage : dans le même délai que la transmission de l'analyse des risques résiduels finale	Réalisé	Rapport AECOM du 9 avril 2021 "Dossier de demande d'institution de Servitudes d'Utilité Publique - Site RLST - Forest-sur-Marque (59)"
En outre, l'exploitant transmet à M. le préfet, à l'échéance de juillet 2017, puis à une fréquence annuelle ou en cas d'anomalie ou de dérive observée dans l'efficacité du traitement mis en place, un rapport technique relatif à l'état d'avancement des travaux de dépollution de la nappe alluviale. Ce rapport conclut de façon étayée quant à l'opportunité de modifier le protocole de traitement de dépollution.	Réalisé	Transmission des rapports annuels de suivi en 2015, 2016, 2017, 2018 Inspections / réunions avec les services de la DREAL en avril 2015, février 2016, octobre 2016, mai 2017, juillet 2018, juillet 2020, septembre 2021